



10 AVRIL : ACCORD DE FIN DE CONFLIT

**16 MAI : ENTRETIEN EN VUE DU LICENCIEMENT DE JEROME
POULET, ANIMATEUR DU MOUVEMENT DE ROUSSET**

LA DIRECTION VEUT SE VENGER DE LA GREVE ! **NE LAISSONS PAS FAIRE !**

Suite aux grèves de mars-avril et aux 70 € obtenus pour tous les OATAM de ST, la direction cherche à mettre la pression à Crolles et Rousset: intimidation de salarié-e-s, remarques diverses, on avait déjà vu ça pendant le mouvement et ça continue !

Mais elle va maintenant beaucoup plus loin : elle a enclenché une procédure disciplinaire contre le principal animateur de la grève de Rousset, notre collègue Jérôme POULET, élu CGT du site.

L'entretien préalable à sanction a eu lieu le 16 mai, suivi d'une réunion du Comité d'Etablissement.

La direction a reproché à Jérôme plusieurs points « d'une gravité plus ou moins grande touchant au comportement » mais surtout un « fait plus grave » qui « justifie la mise à pied conservatoire » et « l'invocation de la faute lourde pouvant conduire au licenciement ». Les trois quarts de l'entretien ont porté sur ce « fait ».

L'ACCUSATION DE LA DRH

Le 29 mars, (soit au début de la grève à Rousset), Jérôme est venu voir le DRH en compagnie d'un autre élu pour discuter des revendications.

Selon le DRH, « à l'entrée de la DRH trois salariés de la DRH étaient en train de sortir (vers 13H) et J. Poulet est arrivé d'un pas vif pour retenir la porte, avec un geste violent pour garder cette porte ouverte. A ce moment il a bousculé 2 des 3 personnes sortantes, dont une femme enceinte. » Cette dernière s'est rendue à l'infirmerie dans l'après-midi, et a été en arrêt de travail quelques jours plus tard.

Les éléments ci-dessus proviennent d'une lettre envoyée par la salariée le 24 avril. Une déclaration d'accident du travail a été faite ensuite. Suite à la lettre, le DRH dit avoir recueilli les témoignages des deux autres employés de la DRH, « qui confirment la bousculade ».

NOMBREUSES CONTRADICTIONS ET INCOHERENCES

Cette accusation met la barre très haut, puisque Jérôme aurait bousculé une femme enceinte et serait responsable de ses problèmes de grossesse.

Mais il y a de très nombreuses contradictions interrogations ... En voici quelques unes :

- Jérôme ne se souvient pas du tout de ce soi-disant incident relaté par les employés de la DRH; le délégué qui l'accompagnait non plus.
- On observe un **TRES LONG TEMPS** entre le moment de la prétendue bousculade (29/3) et le moment (24/4) où la personne concernée met au courant ses supérieurs.
- Dans sa lettre la personne concernée dit qu'au début elle était préoccupée par son état de santé et n'a pas eu la tête à se plaindre. Admettons. Mais que dire de ses collègues, qui confrontés à une bousculade soi-disant suffisamment forte pour créer un problème de santé, **NE DISENT RIEN** à leur supérieur le 29/3 après midi, ni d'ailleurs pendant les semaines qui suivent, où pourtant leur collègue ne revient plus travailler... Néanmoins, le 24/4, quand on leur demande de témoigner, l'un d'eux se souvient que leur collègue a été « plaquée contre un mur » ?... **INVRAISSEMBLABLE.**

- dans la dernière version des « faits » donnée par la DRH au CE, l'incident se serait produit à l'extérieur des bureaux, surveillé par une caméra. Les élus ont demandé à ce qu'on visionne la scène. La direction a répondu que les données ont été écrasées !
- aucune enquête n'a encore été menée par le CHSCT sur la déclaration d'accident du travail

COUP MONTE ?

Questionné sur le caractère volontaire ou non de la bousculade, le DRH admet qu'il « semble » qu'il n'y ait pas de volonté de bousculer de la part de JP.

AU PIRE CAS CE SERAIT DONC UN ACCIDENT CE QUI NE JUSTIFIE PAS UNE FAUTE QUI PLUS EST LOURDE !

Or, à l'inverse, la direction cherche à « charger la barque » en collant à notre collègue – et au syndicat – l'image d'une personne physiquement violente, de plus contre une femme enceinte... Une accusation très grave, avec une forte charge émotionnelle.

En l'état actuel des choses, nous ne pouvons que constater que toute cette affaire a un goût de coup monté contre notre camarade, quelques semaines à peine après la fin des grèves de Rousset et Crolles. La direction cherche tous les prétextes, pour éliminer un gêneur. Rappelons que la direction n'en est pas à sa première procédure disciplinaire contre Jérôme, y compris quand il était élu CFDT . A Rousset, depuis des années, après chaque mouvement social, on observe cette volonté de sanction contre des grévistes ou des responsables syndicaux.

Jérôme n'est pas la seule victime de la répression contre les militant-e-s syndicaux et contre tous les salarié-e-s qui luttent et refusent de fermer leur gueule. De nombreux salarié-e-s, élu-e-s ou non, subissent des menaces et des sanctions dans les entreprises privées aussi bien que dans les institutions publiques.

SOLIDARITE

Lors de la réunion du Comité d'Etablissement du 18/5, les élus CGT et CFDT ont donné un avis négatif sur la demande de licenciement. Il y a eu une abstention. Les autres élus (CGC et UNSA) ont voté « pour », ce qui est un vrai scandale.

Le point clef sera la décision de l'inspecteur du travail. Qui - puisque la mise à pied se poursuit - interviendra rapidement après enquête. L'inspecteur reçoit Jérôme jeudi 24.

A Rousset et Crolles une pétition a déjà été signée. Des rassemblements ont eu lieu le 16 sur ces deux sites. Il faut maintenant poursuivre le soutien à notre collègue !

La direction veut faire un exemple, pour « effacer » les résultats de la lutte menée. Pour diminuer la capacité de mobilisation des salariés et faire peur. Pour faire oublier la façon particulièrement lamentable dont la DRH a mené cette année les « négociations » salariales. Avancé des propositions pour les retirer ensuite. Refusant d'écouter les salariés et leurs élus. Obligeant les salariés à faire grève pour obtenir ce qui aurait dû venir d'une vraie négociation.

Ces pratiques sont inadmissibles. Surtout venant d'une entreprise dont l'Etat est actionnaire de référence et qui devrait mener une politique de dialogue social exemplaire.

La CGT appelle les salariés à être solidaires de notre collègue qui s'est battu pour tous.

Et au-delà de la répression qui le vise, c'est toute la politique anti- sociale de la direction et ceux qui la mettent en œuvre qu'il faut remettre en cause.